

FRACTURE TERRITORIALE : LES DESIRS DE MOBILITE DES ACTIFS

Ifop – octobre 2020

Fédération Syntec

Quelques mois après le confinement, les actifs français font preuve d'un intérêt certain quant à la possibilité de changer de région pour raison professionnelle (60 % des actifs en Ile-de-France), et d'une forte confiance envers les acteurs locaux pour renforcer l'attractivité des territoires (86 % font confiance aux Tpe et Pme, 78 % à la région).

Les actifs français veulent changer de région

L'un des premiers enseignements de l'enquête est l'intérêt certain de la population active pour la mobilité. Quelques mois après l'expérience nationale du confinement, pendant laquelle de nombreux actifs en grande agglomération ont redécouvert l'attrait des régions, la volonté d'en changer est particulièrement présente :

- 41 % des personnes interrogées seraient intéressées à l'idée de changer de région pour raison professionnelle ;
- un chiffre qui monte à 60 % pour les actifs d'Ile-de-France ;
- à l'inverse, seulement 26 % des personnes interrogées seraient intéressées à l'idée de quitter une petite ou moyenne agglomération pour une métropole pour raison professionnelle ;

Un chiffre qui tombe à 16 % lorsque l'on pose la question de déménager en région parisienne. L'attrait que les régions exercent sur les populations qui vivent en grande agglomération est bien une réalité, exacerbée par la période de confinement.

Le télétravail à 100 %, la solution ?

Alors que le confinement a fait découvrir le télétravail à bon nombre d'actifs français, l'idée de travailler en full-remote a fait son chemin : 36 % des actifs seraient intéressés à l'idée d'être en télétravail à 100 %. Ce chiffre monte à 49 % pour les actifs d'Idf et à 43 % pour les 18-24 ans.

Une forte confiance accordée aux acteurs locaux, privés comme publics

Les acteurs locaux remportent le plus largement la confiance des actifs pour contribuer à accroître l'attractivité des territoires, qu'il s'agisse des Tpe/Pme, de la région ou des collectivités locales. A l'inverse, les grandes entreprises ou l'Etat sont perçus comme moins légitimes sur cet enjeu.

Les collectivités, quant à elles, sont attendues plus particulièrement sur trois facteurs pour se rendre plus attractives : la qualité de l'habitat et l'offre de logements, les réseaux de transports et les réseaux de soins et l'accès à la santé.

Méthodologie

L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de 1 004 personnes, représentatif des actifs en poste âgés de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région. Les interviews ont été réalisées en ligne du 29 septembre au 5 octobre 2020.